

Sommet de la Cédéao Abuja, 15 décembre 2014

Communiqué final

La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO a pris fin ce lundi 15 décembre 2014 en réaffirmant son attachement indéfectible à la solidarité ainsi qu'aux principes sacrés de la démocratie, à la paix et à la bonne gouvernance pour une région stable et fortement intégrée.

Dans le communiqué rendu public à l'issue des travaux, qui s'étaient ouverts dans la matinée, les dirigeants de la région ont réitéré leur ferme détermination à poursuivre, de manière collective et à travers des actions renforcées, leurs efforts visant à garantir la sécurité humaine et le développement durable en Afrique de l'Ouest.

Après un examen minutieux des défis inhérents à l'approfondissement du processus d'intégration, ils sont parvenus à d'importantes conclusions et décisions spécifiques en notant l'amélioration des perspectives de croissance de la région pour 2015 en dépit de l'impact de la maladie à virus Ebola sur l'économie de la région.

«Afin de consolider ces performances enregistrées depuis plus d'une décennie et contenir les effets négatifs de la maladie à virus Ebola, les chefs d'Etat et de gouvernement réaffirment leur ferme volonté de rester mobilisés dans la lutte coordonnée contre ce fléau», lit-on dans le communiqué final.

La Conférence réitère l'urgente nécessité de renforcer les systèmes de santé nationaux et d'améliorer leur efficacité tout en exhortant les Etats membres de la CEDEAO à prendre les mesures requises dans ce sens. Elle se félicite de l'élaboration de la feuille de route destinée à guider les efforts de riposte aux niveaux régional et national conformément aux orientations de la session extraordinaire d'Accra.

Le sommet exhorte les Etats à poursuivre leurs efforts de discipline budgétaire pour la maîtrise des déficits publics et l'accélération de la convergence macroéconomique. Il souligne la nécessité d'accroître les capacités de résilience des Etats à travers notamment la fourniture des services de base, l'amélioration de leur qualité et la poursuite des réformes structurelles de nature à favoriser l'adaptation aux chocs extérieurs et à soutenir une croissance génératrice d'emplois.

Les chefs d'Etat et de gouvernement se réjouissent des progrès accomplis dans la mise en œuvre des différents chantiers d'intégration économique et monétaire, et se félicitent en particulier du lancement du tarif extérieur commun (TEC), prévu le 1^{er} janvier 2015.

Ils réaffirment leur engagement pour la mise en œuvre de cet instrument incontournable pour la consolidation du marché commun régional et chargent le président de la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour non seulement accompagner les Etats dans l'application uniforme du TEC et des mesures complémentaires de protection, mais aussi créer des canaux appropriés d'arbitrage.

Le sommet exhorte en outre tous les Etats membres à respecter intégralement le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO. «En renouvelant son engagement pour la libre circulation des personnes et des biens, le sommet les invite également à continuer à veiller à l'application des protocoles élaborés en la matière».

La Conférence demande à la Commission de prendre rapidement les mesures visant à rendre effective la mise en service de la carte nationale d'identité biométrique de la CEDEAO. Le lancement de ce document, prévu pour 2016, posera un nouveau jalon décisif vers l'intégration en facilitant la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace communautaire.

Au titre de l'accord de partenariat économique (APE), les chefs d'Etat et de gouvernement prennent note des préparatifs engagés pour sa signature et sa mise en œuvre par l'Afrique de l'Ouest. Ils exhortent les Etats membres à prendre les dispositions nécessaires en vue de s'engager tous, à un niveau approprié, dans le processus de signature et de ratification du texte de l'accord.

Concernant les politiques sectorielles, la Conférence réitère son engagement à faire de l'Afrique de l'Ouest une région où prévaut un environnement favorable aux investissements. Elle entérine le cadre stratégique régional pour le développement du secteur privé, consacrant ainsi l'importance du rôle attendu de ce secteur dans la promotion de l'intégration.

Elle se félicite, par ailleurs, de l'état d'avancement de la mise en œuvre des postes de contrôle juxtaposés. Elle considère que cette «évolution positive» est de nature à compléter les efforts de densification des réseaux de transports et de fluidification des échanges.

Le sommet souligne également l'importance du rôle de l'éducation dans l'édification de la société, la construction de la démocratie, la promotion des droits de l'homme et la réalisation de l'intégration régionale. Il exhorte donc les Etats membres à s'engager résolument dans l'amélioration des systèmes éducatifs, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Il réaffirme, en outre, sa détermination à poursuivre la lutte contre les effets du changement climatique. En prélude à la Conférence de Paris sur le climat, prévu en 2015, les chefs d'Etat de la CEDEAO demandent à la Commission de veiller à l'harmonisation des positions des Etats membres sur la question.

Cette 46^{ème} session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, qui s'était ouverte dans la matinée avec, à son ordre du jour, l'examen des

grands sujets de préoccupation en Afrique de l'Ouest, a été marquée par le lancement officiel du tarif extérieur commun (TEC) et les discours du président du Nigéria, pays hôte, Goodluck Ebele Jonathan, du chef de l'Etat du Ghana et président en exercice de l'autorité, John Dramani Mahama, ainsi que du président de la Commission de la CEDEAO, Kadré Désiré Ouédraogo.